



Ressources : Agriculture et Forêt

Cadre d'analyse sectorielle développement durable



Écrit le : 24 août 2019

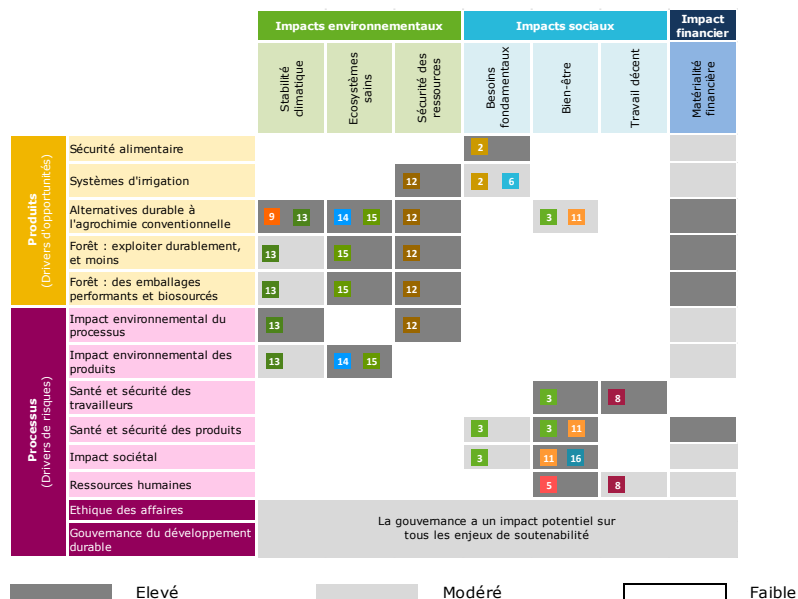
Auteur : Sarah Maillard

Secteurs : Agrochimie, semences, machines et équipements agricoles, industries forestières et papetières.

Ceci est un document méthodologique visant à expliciter la façon dont Mirova prend en compte les enjeux de développement durable dans le cadre de l'analyse environnementale, sociale et de gouvernance de chaque sous-secteur d'activité.

L'agriculture du 21^e siècle se doit de résoudre une équation complexe : produire plus de denrées pour satisfaire les besoins alimentaires d'une population croissante, dans un contexte d'évolution des régimes alimentaires et de changement climatique, tout en préservant la fertilité des sols, la qualité des eaux, la biodiversité et le climat. Du fait de l'augmentation de la population, passant de 7 milliards à 9.8 milliards d'individus entre 2010 et 2050, couplée à l'augmentation du niveau de vie des pays en développement, on estime que la demande en nourriture va augmenter de plus de 50% d'ici le milieu du siècle (WRI, 2018). Dans le secteur agricole, l'amélioration des rendements et du taux d'exploitation grâce à des pratiques agricoles soutenables, et la réduction des pertes post-récolte sont les principaux leviers à actionner pour tendre vers une agriculture durable et réussir la « nouvelle révolution verte ». D'autres facteurs clés de succès relèvent du secteur de l'agroalimentaire, de la distribution, ainsi que de l'évolution des modes de consommation. Ces aspects sont abordés dans la publication « Consommation – Industrie agro-alimentaire ». La forêt fait également face à des défis environnementaux majeurs ; la déforestation massive n'ayant à ce jour pas été haltée. Parce qu'on y recense 80% de la biodiversité terrestre, et qu'elle joue un rôle essentiel de régulateur climatique en hébergeant des puits de carbone, la forêt doit être impérativement protégée. Le secteur forestier est en première ligne et doit garantir que ses opérations ne se déroulent pas au détriment de la planète.

Enjeux majeurs de développement durable pour le secteur



1 Objectif de Développement Durable correspondant à l'opportunité ou au risque (détaillés en annexe)

Source : Mirova



Table des matières

Opportunités de développement durable	4
Sécurité alimentaire	4
Systèmes d'irrigation	5
Alternatives durables à l'agrochimie conventionnelle	6
Focus forestier : exploiter durablement, et moins	7
Focus forestier : des emballages performants et biosourcés	8
Exposition aux opportunités de développement durable	9
Revue des risques	10
Impact environnemental lié à la production	10
Impact environnemental des produits	11
Santé et sécurité des travailleurs	12
Santé et sécurité des produits	13
Impact sociétal	14
Ressources humaines	15
Ethique des affaires	17
Gouvernance du développement durable	17
Exposition aux risques de développement durable	18
Distribution des opinions	19
Conclusion	21
Objectifs de développement durable	22
Sources	23
Mentions Légales	24

Opportunités de développement durable



Sécurité alimentaire

Les progrès continus de l'agriculture industrielle ont permis aux pays développés d'augmenter radicalement leur productivité au XXème siècle, se traduisant par exemple par des rendements multipliés par 2 ou 3 sur les cultures et productions de blé, maïs, riz, lait au niveau mondial (FAO, 1999).

Cependant, la faim dans le monde progresse depuis quelques années, après avoir reculé pendant des décennies. Cette inversion de tendance se confirme en 2017 avec 821 millions de personnes, soit une personne sur 9, sous-alimentées, contre 784 millions en 2015 (FAO, 2018). Cette augmentation dépasse la seule augmentation démographique, même si l'évolution du pourcentage de personnes affectées semble négligeable, il est passé de 10.6% en 2015 à 10.9% en 2017. Ce constat général se caractérise par de grandes disparités géographiques : 85% des personnes sous-alimentées se situent en Asie et en Afrique Subsaharienne. La sous-alimentation touche par ailleurs 21% de la population africaine.

Dans un contexte de forte augmentation démographique, l'agriculture doit apporter des solutions à ces populations afin de répondre à l'enjeu majeur de sécurité alimentaire au niveau mondial. Les entreprises ont un rôle à jouer en orientant leur activité vers les pays les plus exposés aux problématiques de sous-nutrition et malnutrition. Nous identifions en conséquence des opportunités de développement de ces activités, à intégrer à notre gestion d'investissements.

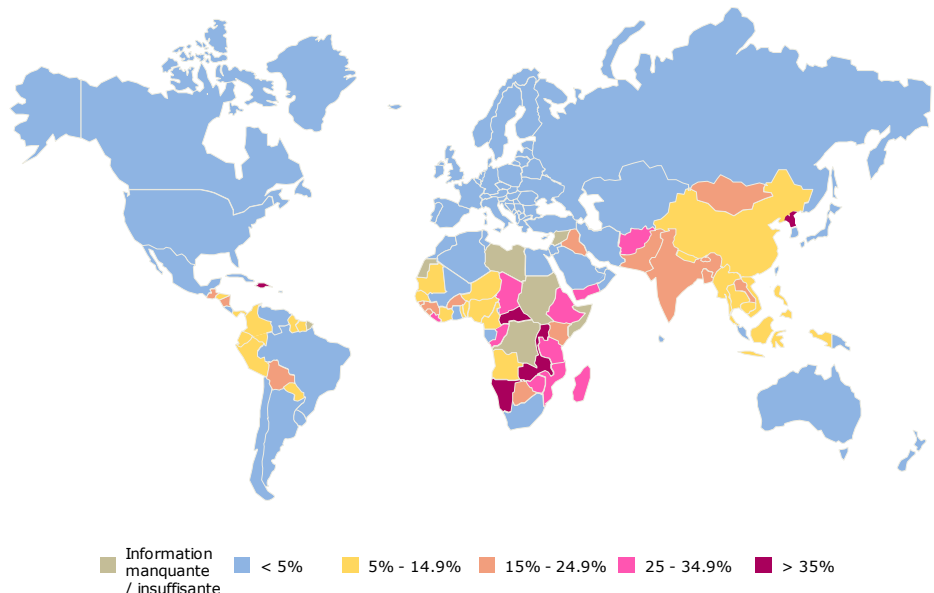
821 millions de
personnes sous-alimentées dans
le monde en 2017

(FAO, 2018)

>85% en Afrique
Subsaharienne et en Asie.

(FAO, 2018)

Figure 1 : Prévalence de sous-nutrition dans la population 2014-2016



Source: Mirova / (FAO, 2016)

Les solutions d'amélioration de la productivité peuvent être de différentes natures : mécanisation des pratiques, optimisation des semences, « smart agriculture », optimisation des emballages, etc. Dans tous les cas, sur les secteurs traditionnels d'augmentation de productivité, nous favoriserons les entreprises dont une part significative de l'activité ou du développement est générée dans les pays déficitaires de matériels ou de produits agricoles.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaire généré dans des pays (i) en déficit du produit vendu par l'entreprise lorsque ce périmètre est identifiable, ou (ii) souffrant de sous-nutrition sinon
- ▶ CapEx et/ou part du budget de R&D consacrés à cette opportunité



Systemes d'irrigation

Le défi de la sécurité alimentaire ne peut être relevé sans prendre en compte la question de la gestion des ressources, en particulier en eau. En effet, l'agriculture est le premier secteur en termes de prélèvements d'eau (70% de l'utilisation de l'eau au niveau mondial). De nombreuses zones géographiques sont déjà en situation de stress hydrique, pourtant le déploiement de systèmes d'irrigation optimisée sur les cultures reste à ce jour limité.

Seules 20% des surfaces cultivées sont irriguées (mais ces surfaces irriguées produisent 40% de la production alimentaire), le potentiel d'un déploiement plus large de l'irrigation est donc important.

Les tendances mondiales telles que l'augmentation de la production agricole, la croissance démographique et le changement climatique ne laissent pas de doute sur le fait que la pression sur la ressource en eau ne va cesser d'augmenter : la demande en eau devrait dépasser l'offre d'ici à 2030.

Pour toutes ces raisons, il semble donc impératif que l'agriculture invente et déploie des solutions permettant d'optimiser les consommations d'eau sans pour autant dégrader les niveaux de production. Parmi elles on peut citer les systèmes de goutte à goutte, les solutions technologiques de paramétrage en temps réel du volume d'eau à apporter aux sols, etc.

Aujourd'hui des solutions d'irrigation optimisée existent, et leur déploiement, tant dans les pays développés que dans les pays émergents, est à favoriser dans nos orientations d'investissement : irrigation intelligente, goutte à goutte, réduction des pertes d'eau, etc.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaire généré sur des solutions d'irrigation
- ▶ CapEx et/ou part du budget de R&D consacrés à cette opportunité

70% des prélèvements d'eau mondiaux sont dédiés à l'agriculture.

(FAO, 2014)

>25% des pays en situation de stress hydrique en 2014

(WRI, 2013)

80% de la superficie cultivée n'était pas irriguée en 2014.

(FAO, 2014)

>50% de la perte de
biodiversité à ce jour vient
des activités agricoles.

(IPBES, 2018)



Alternatives durables à l'agrochimie conventionnelle

L'agriculture industrielle et l'agrochimie traditionnelle ont permis une augmentation significative de la productivité, mais se sont accompagnées de dégradations environnementales. Elles ne peuvent donc pas être considérées comme durables. Pour être pérenne, l'agriculture doit être repensée, le respect de l'environnement devant être intégré systématiquement aux pratiques, tout en maintenant un niveau de production suffisant pour assurer la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, des alternatives à l'agrochimie intensive ont été développées. L'agriculture durable, l'agro écologie, l'agriculture biologique, l'agriculture de conservation, sont autant de pratiques visant à répondre à cette problématique. Elles impliquent en premier lieu un engagement des agriculteurs, qui prennent la responsabilité d'observer, analyser, comprendre leurs parcelles, mais également, dans une moindre mesure, le développement de produits spécifiques, tels que de bio protection.

Un autre champ de développement est la biochimie, qui a pour objet d'exploiter des ressources biologiques afin d'optimiser les processus. Un exemple typique est le recours à des enzymes, qui sont des organismes biologiques dont la propriété est de catalyser des réactions, c'est-à-dire de les rendre plus rapides, plus productives, moins consommatrices d'énergie ou d'intrants.

La biochimie pénètre de plus en plus de segments de marché. En agriculture, elle permet de développer des intrants plus performants, notamment grâce à l'intégration de solutions microbiennes. En pratique, il s'agit par exemple d'introduire des bactéries ou des champignons au niveau de la semence, qui améliorent certaines de ses qualités (meilleure absorption des nutriments par exemple).

Dans le secteur des ingrédients, le développement des probiotiques démontre de multiples intérêts : dans l'alimentation animale, les probiotiques améliorent l'intégration nutritionnelle des aliments, augmentant ainsi le rendement de l'alimentation (dans la filière aviaire ou porcine notamment). Pour les hommes, l'intégration de probiotiques dans les aliments a des vertus démontrées pour la santé (dans les produits laitiers par exemple).

Les OGM entrent également dans le champ des biotechnologies. Comme tout développement innovant, ces technologies nécessitent une gestion des risques appropriée, et une transparence de la part des entreprises sur les impacts potentiels de leurs produits. Potentiellement, ces technologies pourraient apporter des améliorations significatives de certaines cultures, en permettant d'augmenter la résistance de plants à des sécheresses par exemple. Néanmoins, la plupart des OGM commercialisés aujourd'hui sont des outils support aux pratiques agricoles conventionnelles : il s'agit de plants résistants aux herbicides, et/ou capables de produire une substance insecticide. Ces produits sont donc en ligne avec l'agrochimie conventionnelle qui tend à dégrader les écosystèmes, et ne démontrent donc pas, à ce stade, d'intérêt environnemental ou social fort.

Globalement, la biochimie est un champ de développement d'innovations importants, qui offre des bénéfices environnementaux et/ou sur le plan de la santé.

Nous valoriserons des acteurs fortement positionnés sur des alternatives aux solutions agricoles chimiques traditionnelles, qui participent au développement de procédés de productions qui offrent un bénéfice environnemental. Pour les entreprises développant des solutions de biotech, une analyse détaillée de l'offre de chaque entreprise permettra de déterminer la part de son portefeuille représentant des solutions favorables d'un point de vue environnemental ou de santé.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaire généré sur des alternatives durable à l'agrochimie
- ▶ Part du chiffre d'affaire généré sur des solutions biochimiques à valeur ajoutée environnementale ou santé
- ▶ CapEx et/ou part du budget de R&D consacrés à cette opportunité

Les produits naturels sont-ils meilleurs ?

Dans le secteur des ingrédients, mais aussi dans celui des matériaux tels que les textiles, des acteurs mettent en valeur l'utilisation d'intrants naturels en lieu et place de la pétrochimie.

Les ingrédients, arômes, parfums extraits de plantes n'ont pourtant pas systématiquement un bilan environnemental positif : la quantité de ressources naturelles nécessaire pour une intensité équivalente est parfois importante – un cas typique est celui de l'arôme de rose, nécessitant énormément de pétales. C'est donc au cas par cas et par une analyse de l'empreinte sur le cycle de vie du produit, en intégrant les problématiques de conflit d'usage des sols, que doivent s'analyser les produits à base d'ingrédients naturels.

Focus forestier : exploiter durablement, et moins

Les secteurs forestier et papetier sont caractérisés par leur impact sur les ressources naturelles des écosystèmes. De fait, ils sont également favorablement positionnés pour lutter contre la déforestation et la dégradation forestière liée à la coupe illégale de bois. Aujourd'hui, les acteurs de ces secteurs sont à même de garantir une bonne traçabilité de leur approvisionnement en bois, et une gestion durable des actifs forestiers en amont de leurs opérations (par des certifications de type FSC¹ ou PEFC² sur leurs actifs forestiers).

En parallèle, les processus de recyclage et d'intégration de fibres recyclées dans la chaîne de production sont aujourd'hui matures, et les entreprises papetières sont donc capables de contribuer au développement de l'économie circulaire et de réduire la pression sur les écosystèmes forestiers en intégrant une part importante de matériaux recyclés dans leurs processus et produits.

Nous valoriserons donc les acteurs faisant preuve d'une stratégie clairement portée sur ces solutions, en analysant la part de leurs intrants en bois issus

¹ <https://fr.fsc.org/fr-fr/certification>

² <https://www.pefc-france.org/qu-est-ce-que-pefc/>

de forêts dont la gestion est certifiée et/ou la part d'intrants recyclés utilisés dans les processus de fabrication des produits.

Aujourd'hui, le secteur a démontré sa capacité à opérer en assurant très largement une certification de ses opérations en amont, et la part d'intrants recyclés est significative chez de nombreux acteurs. Pour les entreprises de la filière bois, les indicateurs clés considérés seront la part de bois issue de forêts dont la gestion est certifiée durable, ainsi que la part d'intrants recyclés dans les processus de fabrication.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part de bois consommé issu de forêts dont la gestion est certifiée durable
- ▶ Part d'intrants recyclés

Focus forestier : des emballages performants et biosourcés

Les emballages représentent une source de déchets importante et en croissance, du fait de l'évolution des modes de consommation et d'achat. De plus, récemment, les déchets plastiques, essentiellement des emballages, ont été mis sous les projecteurs compte-tenu de leur volume, leur mauvaise gestion, et leurs impacts sur les écosystèmes (plastiques et microplastiques échouant dans les mers et océans). Globalement, 40% des emballages plastiques finissent encore en décharge et 32% seraient éparpillés dans la nature (Ellen MacArthur Foundation, 2016).

Le secteur forestier et papetier a démontré sa capacité à intégrer des développements innovants de produits performants, répondant à des cahiers des charges stricts de clients d'industries variées. Ces secteurs proposent de plus en plus de solutions alternatives à l'usage d'emballages plastiques, y compris pour les emballages alimentaires. Si les matières premières sont issues de forêts gérées durablement ou de fibres recyclées, et dans la mesure où la filière de recyclage du carton est aujourd'hui relativement mature, ces alternatives constituent une opportunité environnementale.

Le portefeuille de produits des entreprises sera analysé pour évaluer la part de développements innovants présentant des bénéfices environnementaux, permettant par exemple de réduire la quantité d'emballage requise, ou le recours à des emballages plastiques. Des bénéfices environnementaux peuvent également découler de développements tels que le smart packaging. L'ensemble des solutions intéressantes sera donc valorisé.

Indicateurs clés d'analyse

- ▶ Part du chiffre d'affaire sur des emballages biosourcés ou recyclés permettant de réduire l'usage d'emballages plastiques
- ▶ Part du chiffre d'affaire sur des produits innovants et à bénéfice environnemental

Exposition aux opportunités de développement durable

Indicateur considéré :

% du CA généré dans des pays (i) en déficit du produit vendu lorsque ce périmètre est identifiable, ou (ii) souffrant de sous-nutrition sinon
 + % du CA généré sur des solutions d'irrigation
 + % du CA généré sur des alternatives durables à l'agrochimie ou des solutions de biochimie durable
 + % du CA généré sur des produits à base de bois issu de forêts à gestion certifiée, ou sur des produits recyclés

Forte exposition	>50%	L'analyse des CapEx et du budget de R&D dédiés aux activités à opportunités permet de nuancer qualitativement l'analyse basée sur les chiffres d'affaires
Exposition significative	Entre 10% et 50%	
Faible ou pas d'exposition	<10%	
Exposition négative	Aucune activité du secteur Agriculture n'est à ce jour évalué à ce niveau	

Source : Mirova

Revue des risques



Impact environnemental lié à la production

Les processus énergivores de production d'intrants agrochimiques consomment des ressources fossiles, en quantité significative pour certains. La production d'ammoniacque par exemple, dont une grande partie est destinée à la production d'engrais azotés, représente environ 6% de la consommation totale de gaz naturel. Ces activités sont donc directement concernées par les impacts des gaz à effet de serre sur le changement climatique.

D'autres produits de l'agriculture sont concernés par des enjeux d'épuisement des ressources, c'est notamment de cas des fertilisants phosphatés. En effet, les gisements minéraux riches en phosphate sont limités, et si les scénarios les plus optimistes prévoient 300 ans de ressources disponibles, il faut également tenir compte des enjeux géopolitiques associés, dans la mesure où ces ressources sont fortement concentrées dans un petit nombre de pays.

Le secteur papetier est également connu pour son empreinte environnementale lourde. Elle est liée à des processus très énergivores mais aussi très consommateurs d'eau, à l'utilisation de produits chimiques toxiques à différentes étapes de fabrication, aux risques de pollutions des eaux usées par des substances chlorées toxiques, des matières organiques, du dioxyde de soufre (acidifiant les eaux), des substances nitrées ou des phosphates et enfin, les risques de pollutions de l'air sont importants.

Nous attendons des entreprises de ce secteur comme des autres secteurs industriels à fort impact environnemental direct qu'elles travaillent activement à contrôler et réduire l'empreinte de la production à travers l'optimisation de l'efficacité énergétique des processus, de la consommation d'eau et d'intrants non renouvelables, etc.

Indicateurs clés

- ▶ Existence d'une politique, d'indicateurs suivis, d'objectifs quantifiés, sur les enjeux environnementaux clés (énergie, gaz à effet de serre, eau, etc.)
- ▶ Evolution des impacts sur les dernières années

Impact environnemental des produits

Dans les pays développés, des décennies d'intensification des pratiques agricoles et l'utilisation croissante d'intrants chimiques ont montré les conséquences néfastes à court et long terme d'une agriculture non raisonnée.

Les impacts environnementaux des pratiques agricoles conventionnelles sont nombreux (perte de biodiversité, appauvrissement des sols, pollution des eaux), et mettent en péril la pérennité des rendements et la santé des écosystèmes.

L'agriculture intensive est ainsi reconnue comme étant la principale cause de la perte de biodiversité que nous constatons. Le déclin massif d'insectes, dont nous commençons à percevoir l'ampleur, est par exemple directement lié à l'augmentation des parcelles agricoles, détruisant les zones d'habitat de la faune, et à l'usage systématisé d'insecticides, en particulier ceux des générations apparues depuis les années 1990³. En France et en Angleterre, le déclin des populations d'oiseaux, dont les mesures sont en ligne avec les estimations réalisées au niveau européen, a conduit à tirer la sonnette d'alarme. La chute des populations d'abeilles est également corrélée à l'usage d'intrants chimiques – néonicotinoïdes plus spécifiquement.

Dans les sols et les eaux, l'étendue des dommages ne s'arrête pas à la barrière des champs. Les pollutions aux nitrates, dont l'agriculture est la principale cause, affectent les sols mais également les cours d'eaux avoisinants, se propagent, et perdurent. Les épandages de produits toxiques contaminent non seulement le champ visé, mais également ses alentours, appauvrissant des sols bien au-delà des parcelles agricoles.

Du fait de ces impacts très lourds pour l'environnement, les entreprises du secteur doivent faire preuve d'une stratégie particulièrement innovante et avancée pour démontrer que leur projet s'intègre dans une démarche d'agriculture durable.

³ -76% d'insectes volants dans les zones protégées allemandes en moins de 30 ans (Hallmann et al., 2017)

Nous attendons des entreprises positionnées sur les produits agrochimiques traditionnels qu'elles développent des offres et services complémentaires visant à optimiser l'utilisation des produits (quantités consommées et impact environnemental). Cela passe par des initiatives d'accompagnement et de formation des agriculteurs, ou encore par le développement d'outils de pilotage optimisé des cultures (équipements de mesure des paramètres des sols permettant un dosage précis des intrants). Ces pratiques attestent de l'engagement des acteurs à réduire les dommages environnementaux de leur activité, et à développer une agriculture raisonnée, capable de préserver les écosystèmes et optimiser les rendements présents et futurs.

Indicateurs clés

- ▶ Part du chiffre d'affaire réalisé sur des produits (i) intégrant une innovation technologique permettant de réduire significativement l'impact environnemental par unité fonctionnelle, ou (ii) complétant le produit de base et permettant d'en réduire l'impact environnemental sans en réduire l'efficacité
- ▶ Existence d'une politique formalisée de réduction de l'impact environnemental à l'utilisation : formalisation de processus de formation, accompagnement des agriculteurs, moyens déployés et suivi du déploiement, existence d'indicateurs de suivi des bénéfices escomptés
- ▶ Existence de controverses sur le sujet et réactions de l'entreprise



Santé et sécurité des travailleurs

Le secteur de l'agriculture est en grande partie industriel, il est donc fortement exposé aux problématiques de santé et sécurité des collaborateurs. Les politiques et la performance en termes de santé/sécurité des salariés, en particulier dans des entreprises industrielles chimiques (production de pesticides, herbicides, etc.), ou intégrant des activités extractives dans leur chaîne de valeur (production de fertilisants minéraux par exemple), doivent donc être analysées avec attention.

Le secteur forestier/papetier intègre également des activités à fort taux de fréquence et de gravité des accidents, sur l'ensemble de la chaîne de production, depuis les exploitations forestières jusqu'aux processus industriels lourds de production de papier.

Des politiques de santé/sécurité des collaborateurs doivent être implémentées, accompagnées d'outils de pilotage, de processus et d'actions concrètes, et une performance croissante doit attester de l'importance accordée à ce sujet.

Indicateurs clés

- ▶ Existence d'une politique, d'indicateurs suivis, d'objectifs quantifiés, sur les enjeux environnementaux clés
- ▶ Evolution de la performance sur les dernières années

S Santé et sécurité des produits

La santé/sécurité des utilisateurs de produits agricoles, des fermiers aux consommateurs finaux de produits agro-alimentaires en passant par les populations situées à proximité des cultures, constitue un enjeu clé du secteur. On assiste à une multiplication des interdictions locales de certains produits agrochimiques, et des procès de fermiers malades pointant du doigt les produits qu'ils utilisent dans leur métier. Les grands groupes d'agrochimie sont ainsi au cœur de scandales et controverses dont la fréquence augmente, les études scientifiques et procès intentés mettent en lumière des risques importants pour les utilisateurs (fermiers).

En ce qui concerne la sécurité des produits finaux, dans l'assiette, pour le consommateur, les travaux et études semblent se multiplier pour établir un lien entre alimentation bio et réduction du risque de développer certains cancers. Si ces études commencent à atteindre des tailles critiques intéressantes (échantillon de 70 000 personnes par exemple), le lien de causalité entre les différences d'alimentation et les maladies identifiées reste encore délicat à établir.

Dès l’amont du développement d’un produit, toutes les mesures doivent être prises pour assurer la santé et sécurité des utilisateurs ; les principes de précaution appropriés doivent être implémentés, et le niveau de transparence de l’entreprise sur ce thème doit également être exemplaire. Au-delà, pour l’ensemble des produits en portefeuille, l’entreprise doit assumer sa responsabilité de sensibilisation et de formation des utilisateurs afin d’assurer des conditions d’usage sécurisées.

Indicateurs clés

- ▶ Niveau d’exposition de l’entreprise à des substances actives identifiées comme toxiques par des organismes de référence (OMS⁴, EFSA⁵), et niveau d’exposition à des produits interdits à la vente dans deux pays au moins ; réaction à cette exposition (objectif de la réduire, etc.)
- ▶ Formalisation d’une politique de management des risques à l’utilisation
- ▶ Existence de controverses sur le sujet et réactions de l’entreprise



Impact sociétal

Travail des enfants

Le secteur forestier est particulièrement exposé au risque de travail des enfants dans sa chaîne d’approvisionnement. En effet, le travail forestier est souvent non seulement dangereux et pénible, mais également dans des régions isolées, dans des emplacements temporaires. Le travail des enfants y est fréquent, et souvent dans des conditions dangereuses. Ces enfants sont par ailleurs fréquemment coupés de toute vie scolaire. Les études complètes sur ce sujet font défaut, mais des controverses éclaboussent encore les grands groupes de foresterie.

Il est à noter que cette problématique est plus largement critique pour l’ensemble du secteur agricole (70% des enfants de 5 à 17 ans qui travaillent sont employés dans le secteur agricole, soit plus de 100 millions d’enfants (FAO, 2017)). Cependant cet enjeu touche moins directement les sociétés cotées de notre univers d’investissement agricole que celles de notre univers d’investissement forestier, les grandes entreprises cotées en agriculture étant davantage des producteurs de semences, d’engrais ou d’autres intrants agrochimiques que des acteurs de l’exploitation des sols.

Populations indigènes

Le second enjeu sociétal particulièrement matériel pour le secteur de la foresterie est celui des populations indigènes, vivant sur ou faisant usage des forêts. De même que pour le travail des enfants, les données et études sur ce sujet, très lié à des contextes locaux dans des zones isolées, peinent à quantifier l’ampleur du problème.

⁴ <https://www.who.int/fr>

⁵ <https://www.efsa.europa.eu/fr>

Au-delà de l'organisation de l'entreprise pour répondre à ces enjeux, c'est l'analyse des potentielles controverses qui permettra d'identifier les acteurs exposés à ces risques et n'ayant pas développé de réponse adéquate.

Nous encourageons les entreprises à faire preuve d'un niveau de transparence élevé sur les risques sociétaux identifiés tant au niveau de ses opérations directes qu'au sein de sa chaîne d'approvisionnement, ainsi que les processus mis en place afin de gérer ces risques de façon appropriée. La fréquence des controverses touchant l'entreprise, et la capacité de celle-ci à y répondre de manière responsable, fera partie de notre analyse.

Indicateurs clés

- ▶ Niveau de transparence sur les risques dans les opérations ou l'amont, et sur les processus de gestion
- ▶ Existence de controverses et réponses de l'entreprise

S

Ressources humaines

La gestion des ressources humaines est un sujet important pour l'ensemble des secteurs. La capacité d'une entreprise à attirer des talents, les retenir, leur offrir un cadre de développement professionnel et un cadre de travail équilibré, sont autant de sujets à considérer.

Dans les sociétés agricoles et forestières des univers d'investissement de Mirova, les postes les plus pénibles pour les collaborateurs sont en réalité externes à l'entreprise : l'exploitation forestière est majoritairement en amont des entreprises cotées papetières, et l'exploitation des champs n'est pas non plus intégrée aux groupes agricoles cotés. En revanche, les secteurs en aval de l'exploitation forestière, c'est-à-dire relatifs à la transformation du bois, sont très industrialisés, et les risques d'emplois exposés à une forte pénibilité sont donc importants et doivent être pris en compte. Une évaluation objective de l'existence de tels postes, et une gestion appropriée de ces populations de salariés, est attendue de la part des sociétés concernées.

En agriculture, et plus spécifiquement pour les activités liées à la biotechnologie, le succès des entreprises dépend en grande partie de leur capacité à innover et à développer des nouveaux produits. Il est donc essentiel pour ces entreprises d'assurer une attractivité pour les profils R&D, et d'assurer le maintien des talents dans l'entreprise.

Lors de l'analyse des pratiques de ressources humaines d'une entreprise du secteur, nous serons particulièrement vigilants sur le risque de postes pénibles, et, le cas échéant, aux politiques de la société en la matière. Au-delà, pour les entreprises caractérisées par un fort besoin d'innovation, la capacité à attirer et retenir des profils R&D de qualité sera analysée.

Indicateurs clés

- ▶ Existence d'une politique de gestion des postes pénibles
- ▶ Existence d'une politique d'attraction et rétention des talents

G Ethique des affaires

L'ensemble du secteur agricole est concerné par de nombreuses controverses éthiques, qui ne sont que partiellement traitées par des réglementations, par ailleurs pour beaucoup sujettes à débat, et hétérogènes d'un pays à l'autre. Il incombe donc à chaque entreprise de faire preuve de responsabilité dans ses pratiques, notamment sur les thématiques suivantes : marketing (transparence sur les produits (contenu, risques), politique de prix, relations clients, etc.), respect des populations locales, pratiques de lobbying.

Les entreprises positionnées sur des marchés fortement controversés (OGM, herbicides, pesticides, etc.) ont notamment le devoir de documenter de manière transparente et objective les impacts, négatifs et positifs, de leurs produits, et de contribuer de manière claire et éthique à l'amélioration des connaissances publiques sur ces sujets.

Nous encourageons les entreprises à faire preuve d'un niveau de transparence élevé, et supérieur aux exigences réglementaires, sur leurs produits et services, sur leurs processus de gestion des risques (modalités d'application du principe de précaution, études réalisées sur les impacts négatifs et positifs des produits), sur leurs pratiques de marketing (relations clients, politiques de prix). Lorsque les lois laissent une marge de manœuvre à l'entreprise sur un sujet donné, nous favoriserons les pratiques laissant le plus de souveraineté à l'agriculteur sur son exploitation. Comme pour les autres sujets, dans le cas de controverses, leur gravité, leur fréquence, et la réponse apportée par les entreprises visées seront des paramètres d'analyse importants.

Indicateurs clés

- ▶ Litiges antitrust en cours et amendes versées
- ▶ Existence d'une politique de transparence volontaire (e.g. sur le contenu des produits, les risques associés, les modalités d'application du principe de précaution, études réalisées sur les impacts négatif et positifs des produits)
- ▶ Existence d'une politique de marketing responsable
- ▶ Controverses éthiques significatives et réponses de l'entreprise

G Gouvernance du développement durable

L'intégration du développement durable à la gouvernance de l'entreprise est un vecteur de transformation profonde de l'organisation et un gage de robustesse de la stratégie extra-financière globalement. Une gouvernance du développement durable avancée, intégrant l'ensemble des parties prenantes et les mobilisant dans une vision de long terme de la mission de l'entreprise, est également un facteur de création de croissance structurelle plus durable.

Nous encourageons les sociétés à mettre en place des instances de gouvernance dédiées à la responsabilité de l'entreprise. Nous soutenons également la mise en place de mécanismes d'intégration des intérêts de l'ensemble des parties prenantes, ainsi que d'alignement des intérêts des exécutifs sur le développement long terme de l'entreprise.

Nous sommes par ailleurs attentifs à la démarche de l'entreprise en matière de distribution de la valeur, qui devrait se faire de manière équitable entre l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

Indicateurs clés

- ▶ Qualité de la démarche développement durable
- ▶ Présence d'un administrateur ou d'un comité du conseil spécifiquement en charge des sujets de RSE
- ▶ Intégration de critères extra-financiers dans la rémunération variable des exécutifs
- ▶ Équité dans la distribution de valeur et taux d'imposition

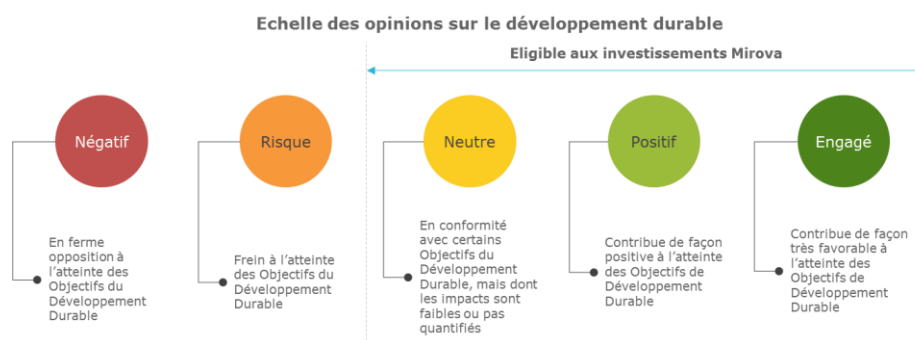
Exposition aux risques de développement durable

Critères	
Positif	<p>Ne pas remplir les conditions justifiant d'être évalué en « Risk » ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'exposition à des substances actives identifiées comme toxiques par des organismes de référence (WHO, EFSA), absence d'exposition à des produits interdits à la vente dans deux pays au moins - Et management des sujets de santé/sécurité des collaborateurs satisfaisant - Et management des risques à l'utilisation satisfaisant - OU Plus de 15% du chiffre d'affaire réalisé sur (i) des produits intégrant une innovation technologique (<5 ans) permettant de réduire significativement l'impact environnemental par unité fonctionnelle, (ii) des produits / services / équipements complétant le produit de base et permettant d'en réduire l'impact environnemental sans en réduire l'efficacité (exemple : appareils de mesure des paramètres du sol permettant un dosage précis des intrants) - Ou politique complète de réduction de l'impact environnemental à l'utilisation : formalisation de processus de formation/accompagnement des agriculteurs, moyens déployés et suivi du déploiement, existence d'indicateurs de suivi des bénéfices
Neutre	Tous les autres cas
Risque	<ul style="list-style-type: none"> - Réaction jugée insuffisante ou inappropriée de l'entreprise à des controverses éthiques répétées OU - Activités à risque santé/sécurité significatif pour les collaborateurs et absence de management du sujet (suivi d'indicateurs d'accidentologie) OU - Vente de produits chimiques interdits à la vente dans certains pays sans objectif d'en sortir à horizon 3 ans (seuil : 2% des ventes) OU - Vente de produits chimiques dont la nocivité significative est avérée par des organismes de référence (WHO, EFSA, etc.) (seuil : 2% des ventes) OU - Activités industrielles à impact environnemental direct significatif et absence de management du sujet (suivi d'indicateurs environnementaux)

Source : Mirova

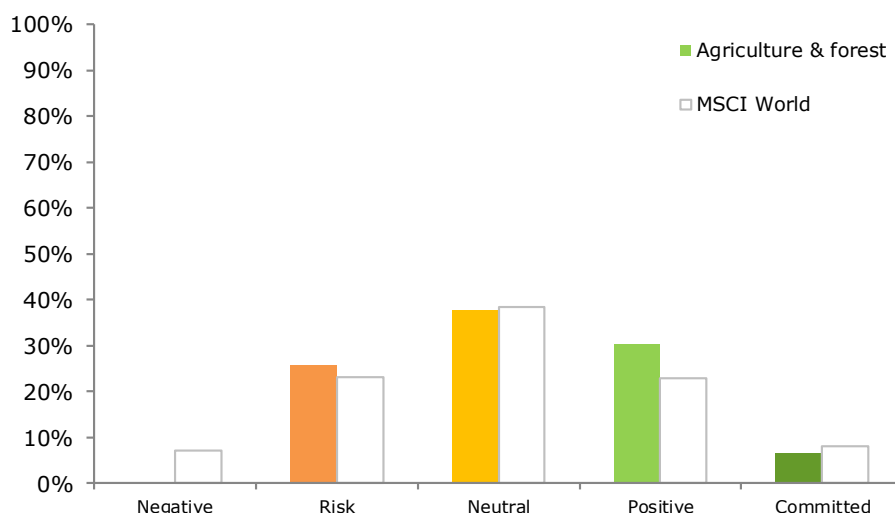
Distribution des opinions

Une opinion de développement durable est définie pour chaque entité sur une échelle à cinq niveaux.



Le graphique suivant illustre la distribution des opinions de développement durable pour les entreprises du secteur comprises dans l'indice MSCI World.⁶

Figure 1 : Opinions Développement Durable du sous-secteur Chimie vs. MSCI World Index



Source : Mirova, 2019

L'univers « Agriculture & Forêts » présente des sous-secteurs aux activités très diverses et donc aux profils développement durable très différents.

Le marché de l'agrochimie, par exemple, se caractérise par des risques forts dont la gestion est à ce jour souvent insuffisante, les controverses éthiques et les scandales et procès autour de la sécurité des produits étant fréquents, sans remise en cause apparente par les entreprises de leurs pratiques. Ce segment est donc majoritairement évalué à risque d'un point de vue du développement durable.

L'ensemble des entreprises de machinerie agricole pourrait être exposé à des opportunités si les développements de type « smart agriculture » étaient significatifs, ou si les sociétés affichaient une stratégie particulière d'orientation vers les pays où la mécanisation de l'agriculture est encore balbutiante. Cependant cela est rarement le cas, et les sociétés de ce segment sont donc souvent évaluées comme neutres d'un point de vue

⁶ <https://www.msci.com/world>

développement durable. Quelques acteurs, en irrigation par exemple, ou plus exposés aux géographies émergentes, sont néanmoins valorisés et évalués positivement.

Les sociétés du segment des ingrédients, et de la filière bois, peuvent être évaluées à différents niveaux, on observe une palette de profils développement durable en fonction du mix produits et de la gestion des risques, mais de nombreuses opportunités sont valorisées et permettent d'identifier un univers d'entreprises « positives » ou « engagées » sur le développement durable. Certaines entreprises d'ingrédients particulièrement actives dans le développement d'innovations biotechnologiques, certaines entreprises de la filière bois présentant une gestion durable des actifs forestiers, une forte part d'intrants recyclés, ou des produits biosourcés de substitution intéressants en alternative aux plastiques par exemple, sont ainsi valorisées dans le cadre d'une stratégie ISR à impact.

Conclusion

Le secteur de l'agriculture présente des opportunités : des solutions doivent par exemple être apportées à la problématique de sous-nutrition prégnante dans certains pays, et à l'enjeu de gestion de la ressource en eau, globalement peu optimisée à ce jour. Les acteurs positionnés sur ces marchés sont donc favorisés dans le cadre d'une politique d'investissement responsable. Plus généralement, compte tenu des dommages environnementaux majeurs associés au développement de l'agriculture intensive actuelle, les entreprises œuvrant pour une transition vers une agriculture plus durable, c'est-à-dire proposant des alternatives aux pratiques et intrants traditionnels agrochimiques toxiques, seront également encouragées. Certains segments de la biochimie peuvent aussi apporter des bénéfices intéressants d'un point de vue environnemental et/ou social, appliqués à l'agriculture ou à l'alimentation, animale ou humaine (solutions microbiennes, enzymatiques, probiotiques).

Dans la filière bois, les acteurs, gérant directement des actifs forestiers ou les producteurs de papiers ou de produits carton, ont pour responsabilité de garantir des opérations durables en amont (gestion durable des forêts), ce qui se mesure par des certifications. Également, cette filière a un rôle à jouer dans le développement de l'économie circulaire, en intégrant davantage de matière recyclée à ses processus, ce qui permet de réduire la pression exercée sur les ressources forestières. Enfin, des développements d'emballages biosourcés performants peuvent permettre de réduire l'utilisation d'emballages plastiques, d'optimiser le bilan environnemental du produit, et présentent l'avantage d'être issus de ressources renouvelables et recyclables pour une grande partie.

Les entreprises sont par ailleurs évaluées sur leur gestion des risques inhérents à leurs activités, typiquement, pour l'agriculture, en fonction des sous-secteurs : santé/sécurité des collaborateurs, utilisateurs et/ou des consommateurs, réduction des impacts environnementaux de production et/ou d'utilisation des produits. Sur les activités dites « business as usual », c'est-à-dire non positionnées sur les opportunités clés prédéfinies, une bonne gestion de ces risques, garante de la pérennité de l'activité, pourra représenter un critère différenciant favorable.

A l'inverse, une société présentant des opportunités dans son portefeuille d'activités, mais également des défauts dans sa gestion de risques matériels, pourra être exclue de nos investissements. Enfin, un manque d'informations publiques sur la gestion des risques appellera de notre part une prise de contact avec la société. Ainsi, une démarche d'engagement nous permettra d'obtenir les informations nous faisant défaut pour notre analyse, ou d'inciter la société à davantage de transparence.

Objectifs de développement durable



1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim



2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles



6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau



7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation



10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre



11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



12. Établir des modes de consommation et de production durables



13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable



15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité



16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes



17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

Sources

- Bretagnolle et al. (2018). *Publication sur le suivi à long terme sur la Zone atelier.*
- DEFRA. (2017).
- Ellen MacArthur Foundation. (2016). *The New Plastics Economy - Rethinking the future of plastics.*
- FAO. (1999). *FAOSTAT - Bases de données statistiques de la FAO.*
- FAO. (2011). *State of the World's Land and Water Resources for Food and Agriculture.*
- FAO. (2014). *Aquastat infographics.* Récupéré sur <http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/indexfra.stm>
- FAO. (2016). *State of Food Insecurity in the World 2015.* Récupéré sur <http://www.fao.org/hunger/en/>
- FAO. (2017). *Child labour in agriculture.*
- FAO. (2018). *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.*
- FAO/IFAD/World Food Program. (2015). *State of Food Insecurity.*
- Hallmann et al. (2017). *Flying insects decline in Germany.*
- IPBES. (2018). *Chapters of the thematic assessment of land degradation and restoration.*
- Millennium Ecosystem Assessment. (2005). *Ecosystems and Human Well-Being.*
- UN. (s.d.). *Desertification.* p. <http://www.un.org/en/events/desertificationday/background.shtml>.
- WRI. (2013). *One-Quarter of World's Agriculture Grows in Highly Water-Stressed Areas.* Récupéré sur <http://www.wri.org/blog/2013/10/one-quarter-world%E2%80%99s-agriculture-grows-highly-water-stressed-areas>
- WRI. (2018). *Creating a Sustainable Food Future.*

Mentions Légales

Cette présentation est un document non contractuel à caractère purement informatif.

Cette présentation et son contenu ne constituent pas une invitation, un conseil ou une recommandation de souscrire, acquérir ou céder des parts émises ou à émettre par les fonds gérés par la société de gestion Mirova. Les services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique d'un destinataire en particulier. Mirova ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans cette présentation et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement.

L'information contenue dans ce document est fondée sur les circonstances, intentions et orientations actuelles et peuvent être amenées à être modifiées. Bien que Mirova ait pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier que les informations contenues dans cette présentation sont issues de sources fiables, plusieurs de ces informations sont issues de sources publiques et/ou ont été fournies ou préparées par des tiers. Mirova ne porte aucune responsabilité concernant les descriptions et résumés figurant dans ce document. Mirova ne s'engage en aucune manière à garantir la validité, l'exactitude, la pérennité ou l'exhaustivité de l'information mentionnée ou induite dans ce document ou toute autre information fournie en rapport avec le fonds. Les destinataires doivent en outre noter que cette présentation contient des informations prospectives, délivrées à la date de cette présentation. Mirova ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser toute information prospective, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison. Mirova se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment, sans préavis.

Les informations contenues dans ce document sont la propriété de Mirova. La distribution, possession ou la remise de cette présentation dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer.

Document non contractuel, rédigé en octobre 2019.



MIROVA

Société de gestion de portefeuille – Société anonyme
RCS Paris n°394 648 216 – Agrément AMF n° GP 02-014
59, avenue Pierre Mendès France - 75 013 Paris
Mirova est un affilié de Natixis Investment Managers.

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS

Société anonyme
RCS Paris 453 952 681
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
Natixis Investment Managers est une filiale de Natixis.

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL

Société de gestion de portefeuille - Société Anonyme
RCS Paris 329450738 Agrément AMF n° GP 90-009
43, Avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

MIROVA US

888 Boylston Street, Boston, MA 02199. Tel : 212-632-2800
Mirova US est une filiale implantée aux États-Unis, détenue par Mirova. Mirova US et Mirova ont conclu un accord selon lequel Mirova fournit à Mirova US son expertise en matière d'investissement et de recherche. Mirova US combine sa propre expertise et celle de Mirova lorsqu'elle fournit des conseils à ses clients.